

ARTICLE 11

[> Accueil](#)

[> À propos](#)

[> Journal papier](#)

[↑ Haut de page](#) → [Accueil](#)



mardi 17 février 2015

[Sur le terrain](#)

posté à 11h28, par [Siete Nubes](#)

[0 commentaire](#)

Ayotzinapa, disparition d'État

Le 26 septembre dernier, au Mexique, une atroce répression frappait les étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa. Quatre mois plus tard, 43 d'entre eux restent introuvables. Le 26 janvier 2015, des manifestations de soutien étaient organisées dans plusieurs villes du Mexique et du monde entier. Retour sur le bras de fer opposant le gouvernement mexicain au mouvement social et aux proches des disparus.

Bien que les faits aient déjà été relatés en détail ailleurs¹, résumons-les rapidement. 26 septembre 2014, Guerrero, Sud-Ouest du Mexique. Une centaine d'étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa² partent réquisitionner plusieurs autobus en prévision d'une future grande manifestation dans la capitale mexicaine, en mémoire des massacres du 2 octobre 1968. Arrivés à

Iguala, une ville des environs connue pour être administrée par un des cartels de la drogue de la région, ils essuient des tirs de la police.

Cette nuit-là, trois étudiants d'Ayotzinapa tombent sous les balles, ainsi que deux sportifs, dont l'autobus est fusillé par erreur par la police, et une sixième personne, victime d'une balle perdue. Le corps de l'un des étudiants, Julio César Mondragon, est retrouvé le lendemain, la peau de la tête arrachée, ainsi que les yeux. Et 43 étudiants restent introuvables, après avoir été embarqués par la police municipale.

Dans la région d'Iguala, dominée par la production et le trafic d'héroïne, ces actes de terreur et de répression ne sont pas nouveaux. Mais l'impact et l'atrocité de l'attaque perpétrée contre les étudiants provoquent cette fois l'indignation de tout le pays. Depuis, les manifestations et les mobilisations, de plus en plus radicales et déterminées, s'enchaînent, très vite relayées au niveau international³.



Les liens organiques unissant le maire de la ville, sa femme, la police municipale et le cartel de la drogue dit des *Guerreros Unidos* sont alors révélés au grand jour⁴. L'année précédente, le maire, José Luis Abarca, et Francisco Salgado Valladares, chef de sa police municipale, avaient déjà été directement mis en cause, accusés du meurtre de plusieurs membres d'une organisation sociale de la région. Mais malgré les témoignages des survivants, les assassinats avaient alors été couverts par le PRD, parti de centre-gauche, sous les couleurs duquel José Luis Abarca avait été élu en 2012.

En colère, la rue réplique. À Iguala, le palais municipal est incendié, tout comme les bureaux des partis politiques et ceux du gouverneur du Guerrero à Chilpancingo. Angel Aguirre Rivero est en effet lui aussi accusé d'avoir maintenu des liens avec le cartel et avec José Luis Abarca, qui aurait largement financé sa campagne électorale en 2011.

Face à la montée en puissance de la révolte, le gouvernement fédéral mexicain, d'abord silencieux, se trouve forcé d'intervenir. Début novembre 2014, une spectaculaire intervention policière et militaire est déployée. Selon les officiels, elle vise à expulser la délinquance organisée de la zone, à y rétablir l'« *État de droit* » et à tenter de retrouver la trace des 43 étudiants disparus. Plusieurs dizaines d'agents de police locaux sont alors arrêtés, ainsi que de nombreux membres du cartel *Guerreros Unidos*, dont le narco-maire d'Iguala et sa femme, Maria de los Angeles Pineda. En parallèle, des recherches sont lancées dans les environs par les militaires et par des organisations civiles, qui mettent à jour des dizaines de fosses communes remplies de cadavres dans toute la région.

Très vite, les autorités tentent d'imposer leur scénario : les 43 étudiants auraient été assassinés par des hommes de main du cartel des *Guerreros Unidos*, avant d'être enterrés dans des fosses communes. Mais les analyses ADN effectuées par une équipe de scientifiques internationaux, l'EAAF⁵, démontrent que les ossements retrouvés appartiennent à d'autres personnes, exécutées à Iguala ces dernières années. Le scandale s'étend. Sur la base de « confessions » soutirées par la torture à certains policiers et hommes de main du cartel⁶, un autre scénario est alors mis en avant : les 43 étudiants auraient en fait été incinérés dans une décharge sauvage.

Quatre mois après les faits, c'est en s'appuyant sur cette version que les autorités mexicaines tentent désormais de justifier la clôture du dossier et la décision de mettre fin aux recherches des disparus. Pour le procureur général de la République mexicaine, Murillo Karam, la police municipale d'Iguala aurait d'abord tiré sur les étudiants, puis embarqué 43 d'entre eux, qu'elle aurait livrés aux hommes de main des *Guerreros Unidos*. Ces derniers les auraient alors exécutés et incinérés dans une déchetterie sauvage perdue au milieu de la végétation tropicale, aux confins de la municipalité voisine de Cocula. Un acte barbare qui, à en croire le procureur, serait avant tout la conséquence d'une sorte de « *dérèglement mafieux* » des autorités locales.



Des témoignages vidéos et des reconstitutions en images de synthèse participent de la mise en scène

médiatique orchestrée par les autorités afin de souligner l'horreur des faits et pouvoir, en contrepoint, d'autant mieux mettre en valeur l'engagement et l'efficacité de l'action du gouvernement fédéral⁷.

Mais ni les parents des 43 disparus ni les étudiants ayant survécu à cette nuit de cauchemar ne croient en la version officielle. Et ils ne sont pas les seuls : depuis des mois, le mouvement social s'emploie à dénoncer les incohérences des investigations des enquêteurs du gouvernement. Il s'appuie notamment sur les conclusions de plusieurs experts scientifiques. Selon eux, par exemple, le scénario de l'incinération des 43 étudiants dans la déchetterie est totalement fantaisiste : pour que les corps soient réduits en cendres, il aurait fallu utiliser plusieurs dizaines de tonnes de bois ou près d'un millier de pneus de voiture, ce qui aurait impliqué une énorme logistique et laissé de nombreux indices⁸. De même, impossible de trouver la moindre trace ADN sur le lieu supposé de l'exécution et du déplacement des corps.

Par ailleurs, les portables de plusieurs étudiants, soi-disant incinérés, ont continué à sonner les jours suivant l'enlèvement⁹. Et le membre du cartel accusé d'avoir coordonné la crémation, *El cabo Gil*, reste toujours introuvable. Dans un message laissé fin octobre sur une banderole, il affirmait que les étudiants étaient toujours vivants¹⁰. Enfin, la commission argentine indépendante ayant certifié que deux des ossements retrouvés appartenaient bien à l'un des étudiants a depuis refusé de confirmer que ces restes osseux provenaient bien de la déchetterie¹¹.

L'énumération pourrait continuer sur des pages et des pages, tant les failles de l'enquête officielle sont innombrables. Mais pour les familles et les camarades des disparus, il n'y a aucun doute : la version officielle de l'assassinat des 43 étudiants n'est qu'un vulgaire montage. Un écran de fumée destiné à passer sous silence les agissements du gouvernement fédéral et d'un autre acteur central de la répression au Guerrero : l'armée fédérale.

Le rôle de l'armée mexicaine et des autorités fédérales, au cœur des interrogations

Installée au cœur de la ville d'Iguala, la base militaire du 27^e bataillon d'infanterie suscite depuis des mois beaucoup de suspicion. Le bataillon est en effet porteur d'un lourd héritage : celui de la mise en place, durant les années 1970, d'une contre-insurrection militaire destinée à écraser les guérillas paysannes qui avaient alors secoué la région.

Parmi les « célébrités » militaires locales ayant à l'époque dirigé le bataillon figure ainsi Cassani Mariña, connu pour avoir importé la méthode américaine dite du « village vietnamien »¹². Ou bien le sergent-colonel Juan López Ortiz, formé à la fameuse école des Amériques et qui s'est « illustré » en massacrant des paysans sur le marché d'Ocosingo pendant les premiers jours du soulèvement zapatiste, en janvier 1994.



La technique contre-insurrectionnelle de « *la disparition forcée* » conceptualisée par les généraux français à la fin des années 1950, a été particulièrement utilisée au Guerrero durant les années 1970¹³. Quarante ans après, des centaines de paysans, professeurs et activistes restent toujours officiellement « *portés disparus* », et nombreux sont les parents des 43 étudiants qui proviennent de communautés ayant dû traverser cette histoire par le passé¹⁴.

Les opérations de l'armée visaient alors à en finir avec les organisations de guérilla créées par deux anciens instituteurs, Génaro Vazquez et Lucio Cabañas, leaders du mouvement professoral et tous deux issus de l'école normale rurale d'Ayotzinapa. Lucio Cabañas, ancien secrétaire général du syndicat des étudiants de la normale, la FECSM, reste toujours un héros et une référence centrale pour les élèves de l'école. C'est ce qui vaut à Ayotzinapa la réputation d'être un « *nid de la guérilla* ». Et ce qui explique que quarante après celle-ci reste dans le collimateur des forces gouvernementales¹⁵.

La mission contre-insurrectionnelle de l'appareil militaire au Guerrero, loin de s'éteindre avec la mort de Genaro Vazquez et de Lucio Cabañas, a repris de plus belle durant les années 1990, ceci afin de contenir la réapparition dans la région de différents groupes politico-militaires tels que l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) ou l'Armée révolutionnaire du peuple insurgé (ERPI). Plusieurs massacres commis par l'armée au Guerrero en témoignent : Aguas Blancas en 1996 (17 paysans assassinés), El Charco en 1998 (11 morts, dont 5 mineurs), et, très récemment, Tlatlaya (22 jeunes, « *présumés narcos* », fusillés le 30 juin 2014 le long du mur d'une école primaire).

À cette liste s'ajoutent plusieurs dizaines d'activistes et de leaders sociaux abattus ou portés disparus depuis la fin des années 1990. Là-encore, il existe de fortes présomptions concernant la responsabilité de l'armée. Un cas récent mérite d'être évoqué : la disparition de six jeunes à Iguala, le 1er mars 2010, embarqués à la sortie d'un bar par des hommes du 27^e bataillon. L'enlèvement (pourtant filmé, confirmé par un militaire et dénoncé par Human Rights Watch) n'a pour l'instant pas donné lieu à la moindre enquête¹⁶.

*

Au-delà de l'aspect politique, tout laisse à penser qu'il existe également dans la région une collusion des autorités militaires avec la gestion du trafic de la drogue. Preuves à l'appui, plusieurs journalistes ont déjà démontré à quel point la « *guerre à la drogue* » déclarée au Mexique durant la dernière décennie a avant tout servi à favoriser les intérêts d'un cartel aux dépens des autres, plutôt qu'à éradiquer le narcotrafic du pays¹⁷. La région d'Iguala semble connaître le même phénomène. *Étrangement*, les plantations d'opium se sont multipliées depuis que, dans les années 1980, la mission principale du 27^e bataillon s'est officiellement recentrée sur la lutte contre le narco-trafic. Aujourd'hui, près de 70 % de l'héroïne mexicaine y serait produite et transformée, malgré la présence militaire. Cécité de l'armée ?



En réalité, si la collusion entre le narco-trafic et la sphère politique locale a déjà été évoquée, bien des signes montrent qu'elle implique aussi les gradés du 27^e bataillon. Dès son arrivée au pouvoir en 2012, José Luis Abarca, le narco-maire d'Iguala, s'est ainsi à plusieurs reprises vanté publiquement de ses excellentes relations avec les chefs de la garnison¹⁸. Avant de devenir premier magistrat de la commune, il avait réalisé l'un de ses plus gros investissements immobiliers, la construction de « *Plaza Tamarindos* », le premier centre commercial moderne d'Iguala, sur un terrain gracieusement cédé par le 27^e¹⁹.

Une proximité que l'homme de main du cartel des *Guerreros Unidos* ayant soi-disant coordonné les 43 assassinats, *El Cabo Gil*, a également souligné. Le tueur en fuite a en effet affirmé en octobre 2014 qu'au moins deux gradés du bataillon, ainsi que de nombreux autres maires de la région et divers secrétaires de gouvernement de l'État du Guerrero, faisaient partie de la structure de commandement du groupe criminel²⁰.

*

Pour les étudiants d'Ayotzinapa, c'est désormais une certitude : l'armée a joué un rôle plus que trouble dans les événements du 26 septembre. Le soir même, des journalistes ont relevé la présence du colonel en charge du 27^e bataillon d'infanterie à la fête organisée par le maire et son épouse sur la place principale. Tout comme ses hôtes, accusés d'être les auteurs intellectuels de la répression, le colonel affirme aujourd'hui « *n'avoir été au courant de rien* ». De la place principale au lieu où les étudiants se sont faits mitrailler, il n'y a pourtant que quelques centaines de mètres.

Selon divers témoignages, loin de protéger ou de secourir les étudiants victimes des fusillades, les militaires auraient au contraire sécurisé les accès extérieurs de la ville. Plusieurs étudiants, qui s'étaient réfugiés cette nuit-là dans une clinique privée, ont ainsi témoigné avoir été photographiés, malmenés, contrôlés et explicitement menacés par les militaires²¹. D'autres ont affirmé que certains de leurs camarades alors réfugiés dans un hôpital et aujourd'hui disparus auraient été embarqués par les militaires²². Leurs témoignages n'ont étrangement jamais été pris en compte dans les enquêtes.



Certains vont même plus loin. Des activistes, des organisations comme l'UPOEG et des groupes politico-militaires comme l'ERPI ou l'EPR ont ainsi dénoncé, via différents communiqués, l'existence au sein des forces militaires d'Iguala d'escadrons de la mort déguisés en civils. Ils auraient selon eux été ce soir-là en charge des opérations de répression paramilitaire contre les étudiants d'Ayotzinapa²³. Pour l'EPR, le cartel des *Guerreros Unidos* ne serait que la couverture para-militaire des opérations de contre-insurrection et de contrôle du trafic de drogues menées par l'armée mexicaine et les barons politiques de la région. De fait, les parents de plusieurs disparus affirment que les derniers relevés de géolocalisation du portable de leur enfant, qu'ils ont d'ailleurs

dû faire établir eux-mêmes (les autorités judiciaires mexicaines n'ayant apparemment jamais procédé à ce type de relevés dans leurs enquêtes...), indiquaient comme dernière localisation la base militaire du 27^e bataillon²⁴.

Exigeant que les agissements du bataillon durant la nuit du 26 septembre fassent enfin l'objet d'une enquête, les parents des disparus ont depuis décembre multiplié les manifestations en face de la base militaire. Peine perdue. Le 12 janvier dernier, parents et étudiants d'Ayotzinapa ont même tenté de rentrer en force dans la base, ce qui a provoqué un bref mais violent affrontement²⁵. Devant l'écho médiatique suscité par l'assaut, le gouvernement fédéral a alors promis d'organiser une inspection générale des garnisons par des commissions de droits de l'homme. Avant de tourner casaque et d'abandonner l'idée, lorsque les hauts gradés de l'armée ont fait part de leurs fortes réticences.

Le 27 janvier, la messe était dite. A l'occasion du rendu du rapport d'enquête sur les faits survenus à Iguala, le procureur général mexicain a en effet totalement écarté l'idée d'une possible implication des militaires : « *Il n'y a pas une seule preuve d'une intervention de l'armée. Pas une seule. Ceux qui disent aujourd'hui que l'armée est responsable du massacre sont ceux qui l'accusaient au début de ne pas être intervenue.* »²⁶ Une manière de signifier que le gouvernement fédéral ne tolérerait aucune investigation susceptible de mettre en cause l'armée mexicaine.

De l'exigence de justice à l'appel à transformer le Mexique

« Le mouvement actuel ne se résume pas à la lutte pour que justice soit faite en ce qui concerne les étudiants présumés assassinés. Les parents et les étudiants de l'école normale sont venus dire que cette logique politique avait été dépassée, et qu'il s'agit aujourd'hui de conjuguer ces revendications à un mouvement social remettant en cause les structures politiques et économiques qui alimentent la corruption et la persistance du narco-État. » (Regeneracion Radio, « Guerrero, Capitale de la rupture »)

Le déni de justice et le refus de leurs demandes par le gouvernement fédéral n'ont pas sapé la détermination des parents des 43 disparus. Bien au contraire. « *Ils pensaient qu'on allait se fatiguer après les vacances de fin d'année, mais nous sommes toujours là, bien présents. Nous venons même de parcourir 43 kilomètres pour arriver jusqu'au cœur de la capitale* », constatait ainsi Felipe de la Cruz Sandoval, père de l'un des disparus et porte-parole des familles, à l'arrivée de la manifestation massive du 26 janvier dernier, partie des 4 points cardinaux de la ville de Mexico pour converger sur la place centrale de la capitale.

« Nous n'avons aucun doute sur le fait que nos enfants sont détenus par le gouvernement, ajoutait peu après Carmelita Cruz, la mère de l'étudiant Jorge Aníbal Cruz. Ce sont des gens en uniforme qui les ont embarqués. Enrique Peña Nieto [président du Mexique] sait où ils sont. Les militaires assassins ont participé directement, et il s'agissait bien du 27^e bataillon d'Iguala. » Carmelita Cruz s'adressait alors à la foule rassemblée devant le podium dressé sur le zocalo pour les prises de parole suivant la manifestation. « *Les procureurs nous ont balancé tant de stupidités !*, enchaînait don Mario, père de César Manuel Gonzalez Hernandez, dans une intervention chargée d'émotion. *Je tiens juste à leur dire : nous sommes peut-être pauvres, mais nous ne sommes pas des couillons !* »

Pour Omar Garcia, porte-parole des étudiants d'Ayotzinapa, c'est désormais évident : « *Il faut davantage que des manifestations. Nous devons reposer la question de la transformation du pays. [...] Il n'y a plus d'autre voie, on ne peut pas continuer sur les mêmes chemins. [...] Il faut créer quelque chose de nouveau, et il faut le construire nous-mêmes, [car] cette classe politique n'a plus aucune crédibilité.* »

Confrontés au blocage total d'un système englué dans la répression, l'exploitation économique et la

collusion avec les intérêts de l'économie du narcotrafic, parents et étudiants ne se font plus aucune illusion. Ils ne s'attendent plus à ce que le système se réforme de l'intérieur. Ils ne croient plus qu'un changement puisse advenir par la voie électorale. « *Nous disons non aux élections, parce qu'aucun parti n'est la solution*, expliquait ainsi durant le meeting Felipe de la Cruz. *Voter, c'est voter pour le crime organisé et pour les mêmes politiciens sans honte, canailles et assassins.* »

En juin 2015, des élections sont en effet prévues dans de nombreux États du Mexique pour désigner de nouveaux présidents municipaux et députés. Mais depuis novembre dernier, et en réaction à la répression d'Ayotzinapa, les principales forces du mouvement social au Guerrero ont décidé d'empêcher la tenue de ces scrutins tant que le sort des 43 étudiants restait inconnu. En occupant les bureaux chargés de l'organisation des élections. En gênant les campagnes électorales. Et en occupant les édifices municipaux²⁷. Les parents des étudiants ont même exigé durant une réunion avec les sénateurs du Mexique, le 9 décembre dernier, que les élections au Guerrero soient annulées.



Le discrédit des autorités officielles et des partis politiques auprès des parents, des étudiants d'Ayotzinapa et d'une bonne partie de la population du Guerrero n'est pas une simple vue de l'esprit. C'est avant tout la conséquence politique concrète de l'expérience atroce qu'ils ont vécue. Ils savent que les principaux partis politiques mexicains sont au fond tous impliqués dans la répression contre l'école normale d'Ayotzinapa. Tant le PRI, à la tête des autorités fédérales de l'État mexicain, et donc des forces militaires, que le PRD, parti de centre-gauche sous les couleurs duquel José Luis Abarca, le narco-maire d'Iguala, s'était présenté aux élections en échange de généreux financements²⁸. Et tout autant que MORENA, le parti du charismatique leader de la gauche Lopez Obrador, dont le chef de file au sein de l'État du Guerrero, Lázaro Mazón Alonso, ancien maire de la ville, avait publiquement reconnu avoir parrainé la carrière politique d'Abarca. De gauche comme de droite, le pouvoir politique au Guerrero a clairement montré qu'il ne reculait devant aucune alliance ou pratique infâme pour s'enrichir, trouver des financements électoraux et se maintenir au pouvoir.

Pour les parents d'Ayotzinapa, il n'y a plus d'illusions ni de retour en arrière possible : « *Nous irons jusqu'au bout, disent-ils, quitte à y laisser la vie.* » « *Le peuple du Mexique fera payer chaque seconde de douleur ; il y en a marre de tant d'impunité* », assurait de son côté Felipe de la Cruz. La stratégie choisie par les parents et les étudiants d'Ayotzinapa est donc on ne peut plus claire : « *La consigne au Guerrero, et ça devrait être la même pour tout le pays, est de refuser les élections et de les remplacer par le gouvernement du peuple via des assemblées populaires.* » « *Le gouvernement du peuple, c'est la seule manière pour le peuple d'avancer. Tout le pays devrait opter pour un gouvernement du peuple !* », insistait Felipe de la Cruz, porte-parole des parents des disparus, à

l'issue des manifestations du 26 janvier dernier.

Dans la région, cette invitation à rejeter les autorités civiles du narco-État mexicain n'est pas restée cantonnée aux limbes de la pensée : depuis octobre 2014, 28 des 80 municipalités que compte l'État du Guerrero ont été occupées par le mouvement social²⁹. Dans certaines de ces municipalités (dont proviennent une grande partie des disparus), parents, étudiants d'Ayotzinapa, organisations de police communautaire et acteurs du mouvement social local ont déjà commencé à instituer des conseils populaires³⁰. C'est notamment le cas à Tecoanapa, d'où sont originaires huit des disparus³¹. La mise en place effective de ces conseils populaires ne semble pas dénuée de difficultés, mais elle a valeur de symbole. Au-delà de l'exigence de justice, voilà l'alternative concrète que les parents et étudiants d'Ayotzinapa proposent désormais au reste du Mexique : se défaire des institutions du narco-État mexicain, mettre un terme à l'hypocrisie des partis politiques, et développer de nouvelles institutions populaires à partir du niveau local, en suivant l'exemple zapatiste³². Le pari de la généralisation de la révolte sociale au reste du pays est désormais l'enjeu des assemblées nationales populaires, ainsi que de la Convention nationale populaire, qui s'est tenue début février à l'École normale d'Ayotzinapa.



Un certain nombre de politiciens mexicains semblent eux-mêmes douter de la viabilité du système. Ainsi, Sanchez Camacho, conseiller national du PRD en charge de la Commission nationale de suivi des candidatures du parti, reconnaissait récemment que le processus électoral au Guerrero serait un défi. Et d'espérer que « *cela ne provoque pas un effet domino, c'est-à-dire que le malaise et la non-conformité justifiés par ce qui s'est passé à Iguala ne s'étende à d'autres États* »³³. De son côté, le président du bureau du Sénat a affirmé le 8 janvier dernier, durant la réunion annuelle des ambassadeurs et des consuls, que « *le système électoral mexicain affronte l'un de ses plus grands défis : protéger les élections de l'infiltration du crime organisé. [...] Cette année, les institutions seront mises à l'épreuve, non seulement dans leur capacité de résistance, mais aussi dans leur capacité à générer de la confiance et de la crédibilité au sein de la société* »³⁴. Selon lui, le pire scénario serait qu'une grande partie du territoire mexicain refuse la tenue des élections en 2015 : « *Ce serait l'anormalité démocratique absolue.* »

Afin de maintenir la fiction d'un État démocratique, le gouvernement fédéral semble toutefois prêt à tout pour imposer la tenue du processus électoral au Guerrero et dans tout le reste du pays, malgré la corruption évidente, le malaise social généralisé et le rejet grandissant de la classe politique et de ses partis. C'est du moins ce qu'affirmait Osorio Chong, secrétaire du gouvernement fédéral, le

lendemain de [l'appel](#) lancé le 26 janvier par le porte-parole des familles des disparus. Près de 3 000 militaires viennent ainsi d'être dépêchés dans la région pour mater la révolte, avec la bénédiction des chambres patronales³⁵.

Mais face aux velléités du gouvernement fédéral de clore « l'affaire Ayotzinapa » et de mater le mouvement de contestation électorale, il est peu probable que les étudiants, les parents et le mouvement social reculent. Quatre mois se sont écoulés, et la vérité reste séquestrée : aucune preuve tangible du sort des 43 disparus n'a été avancée. Le bras de fer entre la lutte sociale d'Ayotzinapa et le narco-État mexicain ne fait que commencer ; il risque de prendre un virage de plus en plus conflictuel au cours des prochains mois.

La lutte continue... *Que vive Ayotzinapa !*

Siete Nubes, du Mexique



*

NDLR : En février 2011, Article11 mettait en ligne un article d'Alèssi DellUmbria intitulé « Mexique : La paranoïa et la terreur comme paradigmes de gouvernement », à lire [ICI](#). Il n'a quasiment pas pris une ride et constitue un excellent complément à cet article.

¹ Voir l'article publié par la revue *Jef klak*, « [Gouverner par la mort, récit détaillé de la tuerie d'Iguala au Mexique](#) ».

² Les écoles normales rurales ont été créées durant les années 1930, afin de former des générations d'instituteurs dans les régions (souvent indiennes) les plus pauvres et marginalisées du Mexique. L'enseignement, s'il a quelque peu évolué, y reste calqué sur les méthodes du « *marxisme-léninisme scientifique* », ce qui explique l'engagement très « rouge » de ses étudiants. Nombre de ces derniers participent en effet à la FECSUM (Fédération des étudiants paysans socialistes du Mexique), organisation dont l'un des secrétaires durant les années 1960 devint l'une des grandes figures de la guérilla paysanne au Guerrero.

Ces dernières années, le gouvernement a tout fait pour mettre fin à l'existence de ces écoles

d' « *instituteurs rouges* », en les fermant administrativement ou en leur coupant l'accès aux subventions. Mais celles-ci ne se laissent pas faire, à l'image d'Ayotzinapa, et se défendent contre les mesures gouvernementales en bloquant les routes, en multipliant les opérations « *péage gratuit* », et en réquisitionnant des camions de transport de produits alimentaires et des bus.

Il faut enfin préciser que des tendances plus « *anarchisantes* » et « *autonomes* » sont récemment nées au sein de la FECSUM. Pour en savoir plus, lire notamment [cet article consacré à a répression des écoles rurales](#), et visionner ces deux vidéos : « [Chronique d'Ayotzinapa](#) » ainsi que « [La experiencia de la Escuela Normal Rural d'Ayotzinapa](#) ».

[3](#) Voir la chronologie détaillée publiée par *Jef Klak*, [ICI](#).

[4](#) Maria de los Angeles Pineda, l'ex-première dame municipale, est en effet sœur des frères Pineda Villa, trafiquants de drogue renommés du Guerrero, longtemps aux commandes du groupe de tueurs à gages « *Los Pelones* » (*Les crânes chauves*). Ce dernier travaillait pour le compte des frères Beltran Leyva, dont le cartel a longtemps dominé le marché de la drogue au Mexique. Suite à la mort en 2009 du « *chef des chefs* », Arturo Beltran Leyva, un nouveau cartel local, « *Los Guerreros Unidos* », réunissant la famille Pineda, les frères Casarrubias et une partie du clan Figueroa (grande famille de caciques et d'anciens gouverneurs de l'État du Guerrero), s'est alors imposé au premier plan. Selon la CIA, le cartel des « *Guerreros Unidos* » serait le principal fournisseur de cocaïne et d'héroïne de la région de Chicago. À ce sujet, lire notamment [cet article](#) (en espagnol).

[5](#) [L'EAAF, Equipe argentine d'anthropologie médico-légale](#), est une ONG argentine spécialisée dans la recherche et l'identification des disparus, spécialement en Argentine et en Amérique du Sud, où elle travaille depuis plus de 30 ans à identifier les corps des charniers des dictatures militaires des années 70

[6](#) Voir cet article de *Proceso* : « [La “verdad histórica” se cae a golpes](#) ».

[7](#) Voir par exemple [cette reconstitution vidéo « hollywoodienne »](#) récemment mise en ligne par la Procuration Générale de la République mexicaine (PGR).

[8](#) Lire cet article de la revue *Proceso* : « [Expertos universitarios aseguran : normalistas no fueron calcinados en basurero](#) »

[9](#) Voir notamment [ce passage](#) du journal télévisé de Télévisa.

[10](#) La revue *Proceso* a publié cet article à ce sujet : « [“El cabo Gil” alerta en narcomanta que los normalistas “están vivos”](#) ».

[11](#) Un article de *Proceso* détaille la question : « [Peritos argentinos ponen en duda la autenticidad de restos de Cocula](#) ».

Le 6 février dernier, l'EAAF a émis un nouveau rapport critiquant fortement les méthodes d'investigation utilisées par les autorités mexicaines, et émettant de sérieux doutes sur l'ensemble du scénario de l'incinération dans la déchetterie. Voir [cet article d'Aristegui](#) et « [“La verdad histórica sobre Ayotzinapa se cae a pedazos”, expresan padres de familia](#) », publié par *La Jornada* le 10 février 2015.

[12](#) L'opération consiste à brûler les maisons des villages pour faire fuir les populations locales, avant de les faire bombarder par la voie des airs, pour couper la guérilla de ses « *bases paysannes* »

Lire à ce propos le fameux roman du mexicain Carlos Montemayor, *Guerre au Paradis*, ainsi que l'article d'investigation du site internet *Estado mayor*, « [De la “aldea vietnamita” a las “narco-fosas”](#) ».

[13](#) Voir à ce sujet le célèbre documentaire de Marie-Monique Robin, « *Escadrons de la mort, l'école française* », ainsi que son livre du même nom, dont *Article11* parlait [ICI](#).

Voir également à ce sujet [les explications sur la guerre sale](#) apportées par Ludovic Bonlieux, réalisateur du documentaire *Souviens-toi Acapulco*.

[14](#) A l'image de Maria Araceli Ramos, mère de l'étudiant Cutberto Ortiz Ramos, dont le père a été embarqué par les militaires du 27e bataillon. Il est encore porté disparu au jour d'aujourd'hui, de même que la trentaine d'autres personnes de la communauté de San Juan de las flores enlevés ce jour-là. Voir ce documentaire vidéo : [Ayotzinapa, la historia de los 43](#).

[15](#) Le 14 décembre 2011, les forces de police fédérales ont par exemple tiré à balles réelles contre les élèves d'Ayotzinapa, lors d'une tentative de blocage de « l'autoroute du soleil » reliant le District Fédéral à Acapulco. Deux étudiants tombaient sous les balles. Quatre ans après, personne n'a été inculpé pour leur assassinat. Plus d'informations [ICI](#).

[16](#) Voir à ce sujet cet article de *Proceso* : « [Los otros desaparecidos de Iguala que nadie buscó : los jóvenes que el Ejército se llevó](#) ».

[17](#) Lire à ce sujet les investigations de la journaliste de référence Anabel Hernandez, *Los señores del narco*, ou, en français, la prochaine publication des éditions du CMDE, *Mourir au Mexique*, du journaliste américain John Gibler.

[18](#) Plus d'informations à ce sujet [ICI](#).

[19](#) [Cet article](#) aborde le sujet.

[20](#) Voir [cet article](#) du *Proceso*, déjà mentionné plus haut.

[21](#) Voir cette vidéo intitulée « [Sobreviviente de Ayotzinapa : "Nos decían calléense, ustedes se lo buscaron"](#) », ainsi que [cet article](#).

[22](#) Des détails [ICI](#).

[23](#) Voir [cette vidéo](#) intitulée « Evidencias del peor crimen de Estado » ainsi que [cet article](#).

[24](#) Plus détails dans [cet article](#) de *Terra*.

[25](#) Plus de détails dans [cet article](#) de CNN Mexico.

[26](#) Sur le sujet, et en espagnol, voir [cet article](#) et [celui-ci](#).

[27](#) Sur le sujet, se reporter à [cet article](#) de CNN Mexico.

[28](#) Voir « [Lo que todos sabían de Abarca en el PRD](#) », article publié dans *Proceso*.

[29](#) Voir, dans *La Jornada*, l'article titré « [Tomadas, 28 alcaldías por el caso Ayotzinapa](#) ».

[30](#) Sur le sujet, lire ce passionnant article de Regeneracion radio, « [Guerrero, capitale de la rupture](#) », ainsi que « [Consejos populares en Guerrero, alternativa a la simulación democrática mexicana](#) ».

[31](#) Lire « [Instalan Consejo Popular en Ayutla](#) » et « [Deciden habitantes desaparición de poderes en municipio de Guerrero](#) ». Signalons également l'une des rares vidéos des débats et processus en cours à Teconoapa : « [AYOTZINAPA/ TECOANAPA : « No más partidos », POLICÍA COMUNITARIO](#) ».

[32](#) À écouter, [cet entretien](#) de Regeneracion Radio avec l'un des jeunes étudiants d'Ayotzinapa, qui a assisté à la mise en place des premiers conseils populaires au Guerrero.

[33](#) Source [ICI](#).

[34](#) Source [ICI](#).

[35](#) Lire « [Llegada de policías y militares, para frenar lucha por Ayotzinapa : Coparmex](#) », publié dans *La Jornada*, ainsi que [cet article](#).
